



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



COMMISSION DES RECOURS DES REFUGIES

Les indépendantistes dans l'impasse au Cabinda

Depuis le début des années 1960 les habitants du territoire du Cabinda sont victimes d'un des plus anciens conflits d'Afrique. D'une zone-tampon entre puissances coloniales à un territoire aux ressources convoitées, le Cabinda a été victime des rivalités internationales en raison de sa position géographique. Enclave angolaise enchâssée entre les deux grandes républiques congolaises, ce territoire fait l'objet de multiples mises en scène d'iconographies et de discours de la part d'une myriade d'organisations indépendantistes, parfois appuyées sur des groupes de guérilla. Cette cacophonie nuit à la définition d'une différenciation politique crédible de cet espace. Enfin, l'incapacité des indépendantistes à unifier leurs stratégies militaires et diplomatiques favorise l'exercice d'une répression massive par l'armée angolaise dans un arrière-pays forestier, où, d'ailleurs, peu de témoins étrangers osent se risquer.

I. Les enjeux stratégiques de l'espace cabindais

1/ La traite des esclaves et la naissance d'une zone-tampon

A l'arrivée des Européens sur les rivages du royaume du Kongo, **à la fin du XV^e siècle, le Cabinda était partagé entre trois principautés**, dont l'influence s'étendait au-delà des frontières actuelles de ce territoire. Ces principautés (Loango, Kakongo et N'Goyo), dominées par des clans du groupe kongo de la famille ethno-linguistique bantoue, étaient tributaires du roi du Kongo. La plus puissante de ces trois principautés était celle de Loango, éponyme de sa capitale, un port sur le site de la ville de Pointe-Noire. Elle était gouvernée par les Vili. La capitale des deux autres principautés étaient aussi des ports : Malemba pour Kakongo et Cabinda pour N'Goyo. Comme dans les autres territoires kongo, la christianisation a été précoce et profonde après la conversion du roi Nzinga a Nkuwu en 1491¹. En 1665 les Portugais, alliés à un noble du sud du royaume kongo, ont écrasé les troupes royales à Mbwila et tué le roi Ndo Ntoni Antonio I^{er}. Le pays a ensuite été divisé en plusieurs royaumes soumis au Portugal.

Dès le XVII^e siècle des rivalités étaient apparues entre les puissances européennes qui souhaitaient contrôler les ports du royaume du Kongo pour le trafic des esclaves. Ainsi, entre 1640 et 1648 les Hollandais avaient pris position dans cet espace, puis ont été chassés par les Portugais. En 1702 les flottes française et anglaise se sont affronté au large du Cabinda. En 1722 la construction d'une forteresse anglaise sur ce territoire a suscité une intervention militaire du Portugal. A partir de 1768 des marins et des prêtres catholiques

¹ Voir note CRR « *Prophètes, Eglises et milices au Congo-Brazzaville* ».

français se sont installés à Cabinda. Les Portugais ont alors construit une forteresse dans ce port, ce qui a motivé l'envoi d'une expédition française l'année suivante et la destruction de cet ouvrage militaire. Vaincus et décimés en masse par le paludisme les Portugais ont alors fui le Cabinda. Puis, **en 1786** ils ont accepté les diktats des autres puissances par la convention de Madrid : **les droits du Portugal sur ce territoire étaient reconnus en échange de la liberté de commerce et de trafic des esclaves pour les autres puissances européennes.**

Au XIX^e siècle, après l'extinction de la traite des esclaves et avec le début de la conquête coloniale des terres intérieures de l'Afrique équatoriale, le Cabinda est redevenu un point de fixation des rivalités européennes, à cause de sa position géographique, près de l'embouchure du fleuve Congo. En effet, à cette époque, les fleuves étaient des axes stratégiques majeurs pour les puissances coloniales, qui cherchaient à en remonter le cours pour établir des postes avancés à l'intérieur de territoires continentaux inexplorés, bases de recensement des ressources naturelles et points d'ancrage de futures vagues de colonisation. La course à l'exploration et au bornage de ces territoires leur permettaient de revendiquer les espaces parcourus. En 1873 les Français ont envoyé à Cabinda des missions religieuses et y ont ouvert une école des Arts et Métiers, tandis que les Hollandais y construisaient des maisons et des forteresses.

Craignant de perdre le Cabinda, le Portugal a fait signer des traités aux chefs tribaux de 1883 à 1885, avant la conférence de Berlin, réunion des puissances européennes pour le partage des colonies et des zones d'influence en Afrique. **Le plus important de ces traités a été signé le 1^{er} février 1885 à Simulambuco par le roi du Cabinda, Ibiala Mamboma, plaçant le Cabinda sous le protectorat du royaume du Portugal.** La validité de ce traité a été reconnue par la conférence de Berlin, car les Britanniques et les Allemands avaient vu l'intérêt de diviser la région de l'embouchure du fleuve Congo entre leurs rivaux, Français, Belges et Portugais. La réalité d'un royaume souverain couvrant la totalité de ce territoire apparaissait plus que douteuse et peu vérifiable dans l'épaisse forêt tropicale. Aujourd'hui cet acte constitue le texte de référence des indépendantistes, dans la mesure où il établit juridiquement l'existence d'une entité politique cabindaise. Selon eux, **la cessation du protectorat aurait dû s'accompagner d'un retour à l'indépendance de ce royaume cabindais reconnu par le droit international.**

2/ La découverte du pétrole et l'annexion du Cabinda par l'Angola

En 1954 le gouvernement portugais a délivré des concessions de recherche pétrolière à la société nord-américaine *Gulf Oil Company*. Dès 1956 cette dernière a commencé ses premières extraction de pétrole brut au Cabinda, et en **1957** a obtenu l'exclusivité de l'exploitation des hydrocarbures dans ce territoire. Cette même année **le Portugal a placé le Cabinda et l'Angola sous l'autorité d'un administrateur unique**, sans modifier le traité de Simulambuco, et en contradiction avec la constitution portugaise, qui distinguait ces deux territoires. Semblant entériner cette fusion de fait, la résolution 1542 (XV) de l'Assemblée générale des Nations unies adoptée le 15 décembre 1960 relative à la décolonisation a retenu « l'Angola y compris l'enclave du Cabinda ». Mais, en 1964, après une réunion au Caire, l'Organisation de l'unité africaine (OUA) a publié une liste de pays à décoloniser mentionnant distinctement l'Angola (cas n° 35) et le Cabinda (cas n° 39). Cependant, la découverte de grands gisements pétroliers *off-shore* en 1966 n'incitait pas le Portugal à abandonner ce territoire.

Le 25 avril 1974 le régime fasciste portugais a été renversé par un soulèvement militaire. Le 19 septembre suivant le Mouvement pour la libération de l'Angola (MPLA), une organisation politico-militaire nationaliste soutenue par l'URSS, a annoncé l'annexion du Cabinda par l'Angola. Pourtant, les présidents du Portugal, du Congo, du Zaïre et du Gabon s'étaient mis d'accord pour organiser un référendum sur l'indépendance au Cabinda. Les autorités portugaises avaient d'ailleurs permis aux indépendantistes cabindais d'ouvrir un bureau dans la capitale éponyme du territoire, Cabinda, appelée aussi Tshiôa ou Tchiowa. Le 30 septembre 1974 des officiers de gauche ont pris le pouvoir au Portugal. **Le 2 novembre 1974, avec l'aval du nouveau gouvernement portugais, les troupes du MPLA ont envahi le Cabinda et écrasé toute résistance indépendantiste. Le 15 janvier 1975 l'article 3 de l'acte final de la conférence d'Alvor, signé par les trois mouvements politico-militaires indépendantistes angolais et le Portugal, a proclamé le rattachement du Cabinda à l'Angola.** Le seul Cabindais présent à cette conférence fut José Ndelé, membre de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), exilé en Suisse depuis 1962, et qui a ensuite rallié le MPLA.

Jusqu'en octobre 1974 le centre de commandement des installations pétrolières de la *Gulf Oil*, situé sur la presqu'île de Malongo, à une quinzaine de kilomètres de la capitale du Cabinda, était sous la protection d'une milice d'environ 200 hommes, pour l'essentiel des mercenaires sud-africains et des anciens commandos de marine portugais. Ils ont été ensuite remplacés par des militaires du MPLA et des soldats cubains, qui arrivaient par milliers au Cabinda. En effet, le colonel portugais Otelo Saraiva de Carvalho s'était rendu à Cuba le 21 juillet 1975, pour solliciter une aide militaire en faveur du MPLA, entré en conflit avec les deux autres mouvements indépendantistes angolais, l'UNITA et le Front national de libération de l'Angola (FNLA). Ces deux organisations étaient soutenues par des troupes sud-africaines, qui avaient pénétré en Angola. Le FNLA, implanté au nord de l'Angola, a été rapidement dispersé. L'Angola a été coupé en deux zones stratégiques antagonistes : à l'est, l'UNITA et les mines de diamants; à l'ouest, le MPLA et le pétrole cabindais. **Le contrôle du Cabinda était vital pour permettre au MPLA d'acheter des armes avec la rente pétrolière**, car les gisements pétroliers d'Angola ne sont entrés en exploitation qu'à partir de 1980.

En dépit de cette confrontation sous couvert idéologique entre pro-soviétiques et pro-capitalistes, la société américaine *Gulf Oil* a continué l'exploitation pétrolière : par un contrat de 1978, cette société a obtenu 49 % des revenus, tandis qu'une société nationale, la *Sonangol*, en prélevait 51 %. **En 1986 *Gulf Oil* a été remplacée par *Chevron-Texaco*.** Entre 1974 et 1994, date des négociations secrètes entre le Congo et l'Angola sur le partage des gisements frontaliers *off-shore*, des mouvements armés indépendantistes cabindais, épaulés par des mercenaires, auraient bénéficié de l'appui des concurrents pétroliers de *Gulf Oil*, en particulier l'entreprise française *Elf-Aquitaine*, qui exploitait la majeure partie des gisements au large de Pointe-Noire. A cette époque d'autres groupes indépendantistes armés, basés au Zaïre mobutiste, auraient été soutenus par la CIA dans sa lutte contre le régime communiste angolais. Ainsi, **dans cette situation inextricable d'intérêts financiers et d'options idéologiques entre croisés est née une kyrielle de mouvements indépendantistes cabindais, qui s'entretenaient pour des intérêts étrangers.**

Dans les années 1990 des accords et transactions économiques entre les concurrents occidentaux ont renforcé la légitimité de l'annexion angolaise. Le pétrole cabindais représentait la moitié de la production pétrolière angolaise, qui fournissait 60 % du PNB du pays (27 millions de tonnes de pétrole vendues en 1992). Or, la population cabindaise (500 000 habitants) n'atteignait que 4,3 % de la population angolaise totale. La découverte de gaz en 1987 a permis à la société italienne *Agip* de participer à la production cabindaise (pour 29,8 % des parts du consortium d'exploitation) avec *Chevron-Texaco* (39 %) et la *Sonangol*

(31 %). **En 1991 Elf-Aquitaine a racheté à la Sonangol 20 % des actions du consortium pétrolier Cabinda Gulf Consortium (CAGBOC), dont les autres actions appartiennent à Chevron-Texaco (39,2 %) et à Agip (9,8 %).** A la fin des années 1990 *Elf-Aquitaine*² et *Chevron* se sont associés pour l'exploitation d'un nouveau gisement pétrolier *off-shore* au Congo. Puis, en 2002, *Chevron* a signé un accord avec les gouvernements angolais et congolais pour l'extraction du pétrole dans la zone maritime frontalière.

Sur le plan politique, l'effondrement de l'URSS et l'instauration du multipartisme en Angola en 1992 ne justifiait plus le soutien des services secrets occidentaux tant à l'UNITA qu'à des groupes politico-militaires indépendantistes cabindais dépourvus de crédibilité. Enfin, en 1997 les troupes angolaises ont apporté une aide décisive aux prises du pouvoir par le Parti congolais du travail (PCT) au Congo, et par l'Alliance des forces pour la libération du Congo (AFDL) au Zaïre. Les autorités angolaises entendaient ainsi affaiblir les bases extérieures et les réseaux commerciaux de l'UNITA et des indépendantistes cabindais, en permettant l'avènement de régimes alliés aux frontières de son *Eldorado*, le Cabinda.

II. L'indépendance introuvable

1/ La cause indépendantiste victime de la « guerre froide »

Parallèlement à la vague de décolonisation en Afrique sont apparus des mouvements indépendantistes au Cabinda. En 1959 trois organisations ont été créées dans les Congo belge et français : le Mouvement pour la libération de l'enclave du Cabinda (MLEC) à Léopoldville, le Comité d'action d'union nationale cabindaise (CAUNC) à Brazzaville et l'Alliance du Mayombe (ALIAMA, du nom du massif forestier septentrional du Cabinda) à Pointe-Noire. En 1961 une organisation politico-militaire, dirigée par Alexandre Taty, le **Mouvement de lutte pour l'indépendance du Cabinda (MLIC)**, est entrée en conflit avec l'armée portugaise sur le territoire du Cabinda. L'abbé Fulbert Youlou, président du Congo-Brazzaville, soutenait la revendication d'indépendance du Cabinda, et a facilité la présence des indépendantistes cabindais dans son pays. **En 1963 les trois mouvements politiques indépendantistes ont fusionné pour fonder le Front de libération de l'enclave du Cabinda (FLEC)**, basé à Pointe-Noire et dirigé par **Luis de Gonzaga Ranque Franque**, d'ethnie woyo, le président du MLEC.

Cependant, la situation politique est devenue complexe du fait de la « guerre froide ». Les groupes indépendantistes angolais se sont divisés entre pro-soviétiques, regroupés dans le MPLA, et pro-américains, répartis entre le FNLA et l'UNITA (soutenu aussi par la Chine maoïste). Le MLIC s'est intégré au FNLA, et le FLEC a été chassé du Congo en 1963 par la junte militaire marxiste-léniniste parvenue au pouvoir et favorable au MPLA. En 1965, 200 soldats cubains ont débarqué à Pointe-Noire pour soutenir les incursions des guérilleros du MPLA au Cabinda, avec le soutien logistique de l'URSS, et l'approbation de l'OUA. Le FNLA ayant aussi décidé de faire du Cabinda une province de l'Angola indépendant, les troupes du MLIC se sont retirées du commandement unifié en 1965. En 1967 un gouvernement cabindais en exil a été formé par le FLEC à Tshela en République démocratique du Congo³, alors que **Henriques Tiago N'Zita**, d'ethnie lindi et ancien dirigeant du CAUNC, fondait le **Comité révolutionnaire cabindais (CRC)** à Pointe-Noire.

En 1969 Marien N'Gouabi, le nouveau chef d'Etat du Congo, a décidé de soutenir à la fois le MPLA, en raison de son obédience marxiste-léniniste, et le FLEC, pour des raisons

² Remplacé par le groupe *Total-Fina-Elf* en 2000.

³ Appelée *Zaïre* de 1971 à 1997.

géostratégiques. **En 1972 une partie des cadres cabindais du MPLA, sous la houlette du commandant Bissafi, a rejoint le FLEC**, après le meurtre de l'écrivain cabindais Nicolau Gomes Spencer, un des principaux dirigeants du MPLA, qui avait voulu changer le nom de cette organisation en MPLAC (le «C» faisant référence au Cabinda). Il a été remplacé au Bureau politique par un autre Cabindais, Maria Pedro Tonha dit Pédalé, qui avait participé à son assassinat. Le FLEC a été transformé par ces nouveaux militants aguerris en véritable organisation de guérilla, mais a pris aussi un cours politique résolument hostile au MPLA.

Après la chute du régime fasciste au Portugal, le Cabinda est devenu le théâtre d'une compétition entre toutes les organisations nationalistes cabindaises et angolaises, poussées par les services secrets des grandes puissances. Le 30 juin 1974 des membres du FLEC, rentrés d'exil du Zaïre, ont ouvert une représentation à Cabinda. Puis, des guérilleros du FLEC, encadrés par des mercenaires français et des anciens militaires de l'armée coloniale portugaise, ont occupé la ville de Cabinda. Le 10 août 1974 le gouvernement congolais a dépêché à Cabinda une troupe commandée par José Auguste Tchoufou, directeur-adjoint d'*Elf-Congo*, responsable d'une fraction du FLEC installée à Pointe-Noire, dite « **FLEC Rouge** ». Il a été accueilli triomphalement et s'est autoproclamé président du Cabinda. Mais, il a été rejeté par la population cabindaise en raison de son refus de s'exprimer autrement qu'en langue française, qu'il avait choisie comme langue officielle du Cabinda. Victime de l'hostilité générale, il s'est enfui en France. Henriques Tiago N'Zita, qui s'était arrogé le titre de président du FLEC avec le soutien de la CIA, est entré au Cabinda avec une unité militaire, qui a massacré des colons portugais. Entre-temps, le président historique du FLEC, Luis de Gonzaga Ranque Franque, soutenu par le Zaïre et le Gabon, et établi à Kinshasa, négociait l'indépendance avec le Portugal.

En novembre 1974 les troupes du MPLA ont occupé le Cabinda, et en ont chassé le FLEC et les mercenaires français, dirigés par Jean Kay⁴. Ces indépendantistes se sont repliés à Massabi, ville frontalière au Congo, avec deux cents prisonniers, dont 17 officiers portugais. L'armée congolaise est intervenue pour relâcher ces prisonniers et a arrêté Jean Kay, qui a été expulsé vers la France après trois mois de détention. L'occupation du Cabinda par les communistes angolais a été suivie d'une politique de terreur massive menée par les militaires, la police et les agents de la Direction de l'information et de la sécurité angolaise (DISA). **Pour empêcher l'implantation du FLEC au Cabinda, de nombreux villages ont été dévastés et des opposants à cette annexion ont été déportés au camp de concentration de Bentiana, situé dans la province de Namibe au sud de l'Angola. Le MPLA a incité des jeunes Angolais à s'installer au Cabinda, tandis que des vagues de réfugiés étaient accueillies dans des camps au Congo et au Zaïre.**

En janvier 1975 le président du Congo, Marien N'Gouabi, s'est déclaré favorable au courant indépendantiste cabindais du MPLA, appelé *Revolta Activa*, et a relancé les activités politiques du « FLEC Rouge ». Sous l'influence de la Chambre de commerce de Pointe-Noire, **Alfred Raoul**, ancien président de la République (novembre-décembre 1968) et ex-Premier ministre (décembre 1968-décembre 1971) du Congo, a été placé à la tête de ce parti. Les troupes du « FLEC Rouge » ont été entraînées par le **colonel Jean Da Costa**, demi-frère d'Alfred Raoul. L'**Association France-Cabinda**, sise à Paris, est issue de cette mouvance.

⁴ Après son aventure congolaise, Jean Kay a rejoint les Phalanges libanaises.

Le 1^{er} août 1975 Luis de Gonzaga Ranque Franque, président historique du FLEC, a proclamé l'indépendance du Cabinda lors du sommet de l'OUA à Kampala, alors que son rival, Henriques Tiago N'Zita, annonçait à Paris la constitution d'un gouvernement cabindais en exil. Le 2 novembre 1975 trois colonnes de guérilleros du FLEC, encadrées par John Stockwell de la CIA et assistées par Bob Denard et ses mercenaires, ont pénétré au Cabinda par le Zaïre. Devant cette offensive le MPLA s'est replié sur la capitale et les installations pétrolières. L'assaut de la capitale par le FLEC ayant échoué et à la suite de lourdes pertes humaines, les indépendantistes se sont repliés à l'intérieur du pays.

Cette offensive appuyée ouvertement par la CIA et les mercenaires français a entraîné l'interdiction des organisations de la cause indépendantiste cabindaise au Congo, cataloguée comme « mouvement réactionnaire » par les autorités. Alfred Raoul, l'ex-dirigeant du « FLEC Rouge » sabordé, a été nommé ambassadeur du Congo en Belgique. **Des milliers de soldats cubains et du matériel soviétique ont été débarqués à Pointe-Noire pour soutenir le MPLA.** De 1978 à 1983 le gouvernement congolais a interné plusieurs centaines de nationalistes cabindais à Pointe-Noire.

2/ Le mouvement indépendantiste dans l'impasse

Après sa défaite de novembre 1975 le FLEC s'est scindé en plusieurs fractions antagonistes, et la coupure entre les branches politique et militaire s'est accentuée. En 1977 des cadres du FLEC, qui accusaient d'incompétence et de despotisme Henriques Tiago N'Zita en exil à Paris, ont formé une nouvelle organisation politico-militaire, le **Commandement militaire de libération du Cabinda (CMLC)**, dirigé par Marcelino Luemba Tubi. Les membres du FLEC N'Zita, appelé aussi **FLEC-Forces armées cabindaises (FLEC-FAC)**, et cette nouvelle organisation se sont entretenu. Sur le plan politique, le CMLC a mis en avant **Francisco Xavier Lubota**, nommé Premier ministre en exil du FLEC-Franque, puis l'ont désigné en 1979 comme chef militaire. Cependant, Francisco Xavier Lubota a commencé à se comporter en despote, en instaurant le culte de sa personne et en s'entourant de membres de son ethnie, les Yombi. Puis, il s'est lié avec la **secte Moon**, qui lui a apporté un appui logistique en armes, vivres et instructeurs militaires, parce que le FLEC luttait contre un Etat communiste. Francisco Xavier Lubota a ensuite créé sa propre organisation, le **Mouvement populaire de libération du Cabinda (MPLC)**.

En 1983, sous l'impulsion de dissidents des organisations existantes, une nouvelle fraction du FLEC, le groupe « Position militaire », est apparue dans le camp de réfugiés de Kimbianga au Zaïre. En 1990 ce groupe, dirigé par **José Tiburcio Zinga Luemba**, a pris le nom de **FLEC-Rénové (FLEC-R)**, et a ouvert des représentations à Kinshasa et à Brazzaville. De son côté, le FLEC-FAC a subi la scission d'un groupe intitulé Front pour la libération nationale de l'enclave du Cabinda (FLNEC). Entre-temps, Francisco Xavier Lubota, victime d'un accident, mettait fin provisoirement à ses activités politiques. Enfin, l'UNITA avait constitué une unité de combat cabindaise, l'**UNIFLEC**, soutenu par l'aide logistique sud-africaine. **Dans les années 1980 la lutte armée était donc partagée par quatre organisations militaires indépendantistes, qui se sont affrontés les unes aux autres, autant qu'aux troupes angolaises et cubaines.**

Au début des années 1990 les grandes puissances, qui tissaient des liens avec le régime angolais en voie de démocratisation et en vue du partage des champs pétrolifères, ont commencé à abandonner les guérilleros cabindais à leur sort. En outre, en 1991 les soldats cubains ont quitté l'Angola, et les militaires sud-africains la Namibie. **Les mouvements armés cabindais ont changé leur tactique pour obtenir des fonds et ont commencé à prendre des otages parmi les étrangers salariés des grandes entreprises au**

Cabinda⁵. A la suite de ces rapt les indépendantistes ont attiré l'attention de la presse internationale sur les drames du Cabinda, et en même temps, ils réclamaient des rançons aux Etats dont les otages étaient ressortissants, ou à leurs employeurs. Le 19 octobre 1990 le FLEC-R a kidnappé un employé de *Chevron*, et a obtenu en échange une aide matérielle de la part de cette entreprise. Le 5 juillet 1992 trois employés de l'entreprise *Mota* ont subi un nouveau rapt organisé par des militants du FLEC-R. Le 2 janvier 1994 le FLEC-R a attaqué à l'arme lourde les installations du terminal pétrolier de Malongo. Le 29 août 1994, après une offensive difficile, l'armée angolaise a repris au FLEC-FAC la ville de Belize. Le 29 novembre 1994 le FLEC-R a enlevé deux expatriés polonais. En raison de la précarité de la situation des forces gouvernementales et des menaces pesant sur l'exploitation pétrolière, gazière, forestière et minière, le ministre angolais de la Défense, d'origine cabindaise, le général Maria Pedro Tonha, a alors entamé des négociations politiques avec le FLEC-R, ouvrant une **période de rencontres entre le gouvernement angolais et les indépendantistes cabindais**.



Combattants indépendantistes cabindais

Ces négociations n'ont pas abouti en raison, d'une part, des divisions dans le camp indépendantiste, et d'autre part, des violentes luttes de tendances dans l'appareil militaire angolais. Par ailleurs, à la suite des conférences nationales souveraines de 1990 et 1991 au Congo et au Zaïre, la multiplication exponentielle des partis politiques ont influencé la structure de la cause indépendantiste cabindaise. A cette époque **les organisations indépendantistes étaient légion**, mais la représentativité de la plupart d'entre elles était douteuse :

- le «**FLEC originel**» ou **FLEC-O**, créé en 1963 et depuis dirigé par **Luis de Gonzaga Ranque Franque**, d'ethnie woyo, président autoproclamé du Cabinda, en exil au Canada depuis 1977;
- le **FLEC-FAC** ou «**FLEC noir**», dirigé par **Henriques Tiago N'Zita**, d'ethnie lindi, autre président autoproclamé du Cabinda, en exil à Paris depuis 1991 et proche du groupe pétrolier *Elf* et du Parti congolais du travail (PCT) de Sassou N'Gesso; au plan militaire il est secondé par **Estanislau Miguel Bomba**;

⁵ Auparavant le FLEC-FAC avait kidnappé trois techniciens français sur un chantier ferroviaire dans la région du Niari au Congo, et avait demandé une rançon.

- le **Front pour la libération nationale de l'enclave du Cabinda – Mouvement armé (FLNEC-MA)**, scission du FLEC-FAC de 1990, dirigé par Bonifacio Zanga Mambo;
- le **FLEC-Rénové** ou **FLEC-R**, créé en 1990, dirigé par **José Tiburcio Zinga Luemba** (remplacé en 1997 par **Antonio Bento Bembé**);
- le « **FLEC-Conseil suprême de coordination** » (**FLEC-CSC**), créé en 1991 au Portugal, dirigé par **Francisco de Assis Peso Bambi**, proche de la CIA et des entreprises françaises non pétrolières;
- le « **FLEC démocratique** », créé en 1992, dirigé par **Yumba-da-Tshibuka**, et son groupe armé, les **Forces armées nationales de Cabinda (FANCA)**, aux activités inconnues;
- le **Forum démocratique cabindais (FDC)**, fondé avec l'aide de l'UNITA et de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UPADS) du Président congolais Pascal Lissouba, dirigé par **Norbert Itoula**, d'ethnie yombo, groupe disparu depuis 1997;
- le **Mouvement pour le rassemblement du peuple cabindais (MRPC)**, scission du FDC, et dirigé par **Francisco Xavier Lubota**, d'ethnie yombi;
- l'**Alliance du Mayombe (ALIAMA)**, fondée en 1959, dirigée par **Antonio Eduardo Sozinho Zau**, d'ethnie yombi;
- l'**Union nationale pour la libération du Cabinda (UNLC)** ou **FLEC-Union**, dirigée par **Luis Carneiro Gimby**;
- le **Mouvement de résistance pour l'indépendance totale du Cabinda (MRITC)**, dirigé par **João Massanga**;
- l'**Union nationale pour la libération de l'enclave du Cabinda (UNALEC)**, formée en 1985 par des dissidents du MRITC, dirigée par **Bernardo Conde**, d'ethnie yombi;
- le **Comité communiste du Cabinda (CCC)**, issu d'une scission du FLEC en 1988, dirigé par **Kaya Mohamed Yay** et **Geraldo Pedro**;
- le **Rassemblement pour la démocratie au Cabinda (RPDC)**, de **Nestor Minga**, d'ethnie woyo;
- le **Comité des nationalistes cabindais (CNC)**, prônant la non-violence, dirigé par le **pasteur Alfonso Justino Wako**;
- le **Comité pour l'indépendance de Cabinda**, dirigé par **Belchior Taty**;
- le **Mouvement national cabindais (MNC)**;
- le **Mouvement pour la libération du Cabinda (MOLICA)**;
- le **Mouvement populaire de libération du Cabinda (MPLC)**;
- le **Rassemblement démocratique du peuple cabindais (RDPC)**, dirigé par **Nestor Salomão**;
- l'**Union démocratique du Cabinda (UDC)**, dirigée par **Joana Fernanda Saco**;

Une alliance de ces organisations a été constituée pour négocier avec le gouvernement angolais en 1995. Il s'agissait du **Forum des nationalistes cabindais (FONAC)**, auquel participaient le FLEC-originel, le FLEC-R, le FDC, l'UNLC, le MRITC et le RPDC. Le 22 juillet 1995 au cours des négociations le général Maria Pedro Tonha a été empoisonné par les services secrets angolais, et remplacé par Santana André Pitra dit Petroff, ministre de l'Intérieur. La première rencontre officielle entre le FLEC-R et les autorités angolaises a eu lieu les 7 et 8 juin 1995 au Mont Etjo en Namibie, suivie d'une deuxième rencontre le 8 août 1995 à Midgard Lodge en Namibie, aboutissant à une trêve de quatre mois. Pendant cette trêve le commandant militaire du Cabinda, le général José Pedro, a été assassiné par les services secrets angolais à la suite de son refus de mener une attaque surprise contre le FLEC-R. Il a été remplacé par un belliciste, le général Mendès.

En janvier 1996 deux nouvelles rencontres ont eu lieu entre le FLEC-R et les autorités angolaises. Les autorités angolaises ont déclaré au FLEC-R qu'elles étaient prêtes à accorder l'autonomie au Cabinda, ce que la FONAC voulaient bien accepter. Mais, **la FONAC refusait la portion minime de la rente pétrolière proposée à un Cabinda autonome**. Puis,

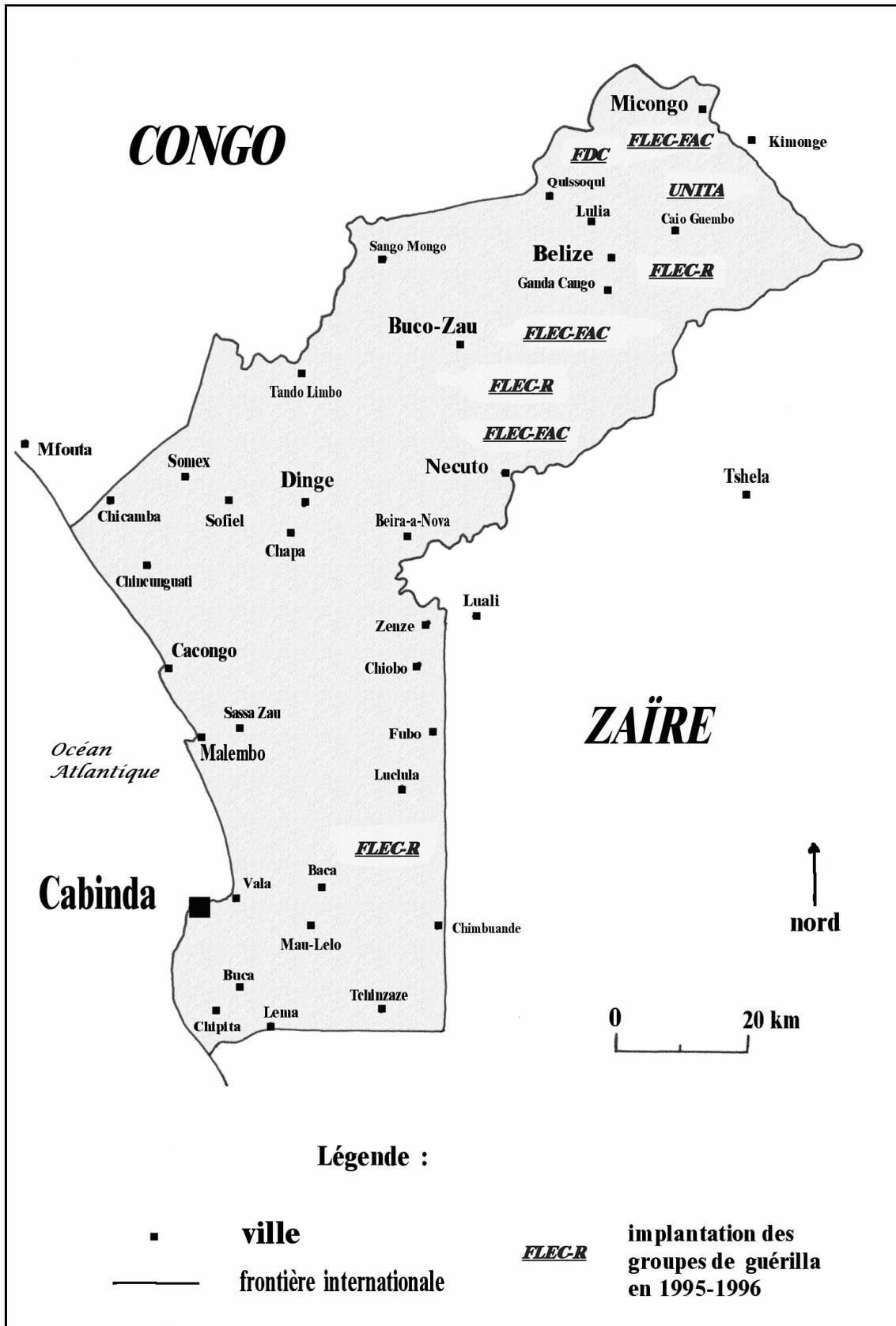
en avril 1996 au Gabon les autorités angolaises ont commencé à négocier séparément avec le FLEC-FAC, qui exigeait l'arrêt des négociations avec ses rivaux, accusés de brader l'indépendance du Cabinda. Prétextant cette cacophonie et manipulant les divisions du camp indépendantiste, les autorités angolaises ont repris l'offensive contre les guérilleros cabindais, d'autant que des centaines de combattants de l'UNITA s'étaient déployés dans les forêts du Mayombe à la faveur du cessez-le-feu. En mai 1996 l'armée angolaise a lancé une offensive dans la région de Necuto, et a mitraillé la foule à Povo Grande en représailles au meurtre d'un policier. En juillet 1996 le FLEC-FAC a décidé de rompre les négociations. Le 21 août 1996 le FLEC-FAC, le FLEC-R et le FDC se sont rencontrés à Brazzaville pour tenter en vain de s'entendre sur une plate-forme commune. En janvier 1997 l'armée angolaise a repris l'offensive et bombardé massivement les villages des zones de conflit.

3/ Encerclement et isolement des indépendantistes

Après leur déroute diplomatique, les indépendantistes cabindais ont subi les conséquences d'une situation géopolitique régionale extrêmement défavorable. En effet, **en avril 1997, avec le soutien logistique du MPLA, l'AFDL a renversé par les armes le régime mobutiste, qui était le soutien le plus ancien et le plus sûr à la guérilla cabindaise, dont les bases arrières se trouvaient dans les camps de réfugiés de la province du Bas-Congo.** Puis, **en novembre 1997 la guerre civile au Congo s'est achevée par la victoire du Parti congolais du travail, obtenue grâce à l'intervention massive de l'armée angolaise.** Les bases militaires du FDC établies au Congo ont été démantelées, et cette organisation politico-militaire a perdu le soutien du pouvoir congolais, et notamment des milices de l'UPADS. Le FLEC-R était aussi dans la ligne de mire du nouveau pouvoir pour s'être engagé avec l'UNITA aux côtés des troupes de Pascal Lissouba. Enfin, à partir d'avril 2002, date de la capitulation militaire de l'UNITA, le gouvernement angolais a redéployé ses troupes au Cabinda. **En octobre 2002, à la suite d'une grande offensive, le quartier général du FLEC-FAC dans la région de Buco-Zau a été pris par l'armée angolaise.**

Confrontés à une débâcle militaire après la montée en puissance du début des années 1990 les indépendantistes cabindais ont renoué avec les enlèvements d'expatriés pour obtenir des fonds, la reconnaissance d'un Cabinda indépendant par la France et le Portugal, et un écho international. En janvier 1996 trois Sud-Africains et un ressortissant de Sao Tome et Principe, qui travaillaient dans le secteur minier, ont été enlevés par une fraction du FLEC et séquestrés pendant une semaine. En février 1997 un groupe de combattants du FLEC-FAC a kidnappé un Malais et un Philippin, employés par une entreprise forestière. Le FLEC-FAC les a accusés d'espionnage et a demandé aux investisseurs occidentaux de quitter le Cabinda. Dans la région de Buco-Zau le FLEC-FAC a contraint les chercheurs d'or asiatiques à se doter de laissez-passer pour circuler. Du 10 mars au 9 juin 1999 deux Français et deux Portugais, qui travaillaient dans le secteur de la construction (*Bouygues*), ont été séquestrés par un groupe se réclamant du FLEC. Le 24 mai 2000 trois Portugais ont été enlevés par des militants du FLEC-FAC. Ils ont été libérés les 3 avril et 12 juin 2001. Le 9 mars 2001 cinq Portugais, salariés de *Bouygues*, ont été kidnappés par le FLEC-R, et relâchés le 12 mai 2001. Cependant, au plan diplomatique, le **Comité de négociation pour la recherche de la paix au Cabinda (CNRPC)**, qui prétend représenter toutes les fractions du FLEC, dénonce les rapt et les demandes de rançon. Cette contradiction tend à discréditer davantage les organisations indépendantistes. En outre, le CNRPC est présidé par le colonel Jean Da Costa, ancien dirigeant d'une milice présidentielle congolaise en 1993-94, et frère de Claude Antoine Da Costa, ancien Premier ministre de Pascal Lissouba, et ancien responsable des FLEC-FAC.

L'implantation des groupes de guérilla au Cabinda en 1995-1996 :



Lors de l'offensive de 1997 suivant l'échec des négociations de paix, puis pendant celle intervenue après le redéploiement des troupes de l'armée angolaise en mai 2002, des dizaines de villageois, dont des femmes et des enfants, ont été violentés, torturés et exécutés par des militaires angolais. Souvent sous l'empire de l'alcool ou de la drogue, ces soldats ont aussi à plusieurs reprises commis des massacres sur les places publiques, et pillé les marchés et les demeures des villageois. **Ces violations massives des droits de l'homme ont été perpétrés surtout dans les zones septentrionales du Cabinda**, dans les localités proches des forêts du Mayombe, où circulent les guérilleros. Elles ont été rapportées par les Eglises catholique et évangéliques, dont de nombreux fidèles ont été exécutés, et aussi par les réfugiés, qui se comptent par dizaines de milliers dans les pays voisins. **Dans les villes de la côte, en particulier à Cabinda, la Police d'intervention rapide (PIR) et les militaires organisent régulièrement des rafles parmi les jeunes gens**, pendant des meetings politiques, comme celui du CNC du pasteur Wako, en 1995, des commémorations, comme celle du traité de Simulambuco le 1^{er} février 1998, ou simplement à la sortie des écoles pour les racketter ou les enrôler de force dans l'armée⁶. Les journalistes ayant évoqué la résolution de la crise ont été soumis à des restrictions de circulation et menacés de mort. **La presse reste étroitement censurée, à la différence des autres provinces angolaises.** Les prêtres sont sous surveillance de la police, et l'évêque de Cabinda, Mgr Paulino Madeca, a été soumis à des restrictions de déplacement et placé sous surveillance, après avoir demandé un dialogue entre les belligérants lors d'un voyage au Portugal. Le 20 mars 2004 il a déclaré à Luanda : *« Des villages entiers sont en train d'être décimés, car leurs habitants fuient par crainte de mourir »*⁷.

Dans une moindre mesure, les guérilleros sont aussi responsables d'exécutions de civils accusés de collaboration avec l'armée. En dépit d'un manque manifeste de structuration de la guérilla et de la répression massive dans les zones rurales, **des bandes armées restent actives dans la forêt dense du Cabinda**. Le conflit semble dans l'impasse, car le gouvernement angolais propose un référendum national sur l'avenir du territoire, alors que les indépendantistes réclament un référendum uniquement au Cabinda. **La solution militaire reste l'hypothèse la plus envisageable pour le gouvernement angolais face à des groupes épars et isolés. Sur le terrain diplomatique le message cabindais est devenu inaudible.** Ayant perdu leurs soutiens régionaux, les indépendantistes recherchent désespérément de nouveaux alliés. En juillet 1997 les FLEC-FAC ont réussi à intégrer l'Organisation des peuples et nations non représentés (UNPO), aux côtés de Taïwan et des lamaïstes tibétains. En 1998 cette organisation, prise en tenailles entre l'AFDL, le PCT et le MPLA, s'est rapprochée du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD), qui contrôlait les territoires orientaux de la République démocratique du Congo (RDC) avec le soutien du Rwanda et de l'Ouganda. En décembre 1996 à Drachten en Belgique un exilé cabindais, Benicio Mavoungou, ancien membre du groupe de Jean Kay, s'est autoproclamé président du Cabinda, et a constitué un gouvernement en exil à Vilvoorde, dirigé par Luis Antonio Lopes, ex-représentant du FLEC-FAC à Paris. Puis, ce dernier s'est à son tour autoproclamé président du Cabinda et a fondé une nouvelle organisation politique, le **Front de libération de l'Etat du Cabinda (FLEC)**, dépourvue de groupe militaire au Cabinda. Cette organisation, qui a ouvert un bureau en France à Brie-Comte-Robert, délivre des passeports et des cartes d'identité cabindais, sans valeur légale. **Chacune des organisations indépendantistes est dotée de son propre drapeau** cabindais aux iconographies très différentes⁸, **et a constitué un gouvernement en exil.**

⁶ En avril 1999 à Cabinda une manifestation de plusieurs centaines de mères de jeunes soldats enrôlés de force a été violemment dispersée par la police, qui a interpellé quatre organisateurs présumés. Ces arrestations ont suscité une autre manifestation, qui a été réprimée à coups de fouet par la police.

⁷ Infocatho, agence Misna.

⁸ Voir tous ces types de drapeaux et leur signification au CIG, Angola, T 7 (partis cabindais).

Bibliographie

Ouvrages

- KOUANGO Alban Monday (2002) : *Cabinda, Un Koweït africain, Drame sur un baril de brut*, L'Harmattan, coll. Etudes africaines, Paris, 280 p.

Rapports

- Amnesty International (1998) : *Angola, Extrajudicial executions and torture in Cabinda*, avril, 7 p.
- Coalition for Citizens Rights, Reconciliation and Transparency (2002) : *Terror in Cabinda*, Ad-Hoc Commission for Human Rights in Cabinda, 10 décembre, 29 p.
- Coalition for Citizens Rights, Reconciliation and Transparency (2003) : *Cabinda 2003, A Year of Pain*, Ad-Hoc Commission for Human Rights in Cabinda, 3 novembre, 41 p.
- Office fédéral des réfugiés (2000) : *Angola, Novembre 1999 (Etat)*, Desk Afrique Subsaharienne, Feuille d'information, Analyses, 18 mai.
- Office fédéral des réfugiés (2003) : *Angola, Cabinda, capitale et environs*, Regio Desk Afrika/Nahost, 25 avril, 7 p.
- Office fédéral des réfugiés (2003) : *Angola, situation actuelle au Cabinda*, n° 10203, 13 février, 8 p.
- OFPRA (1996) : *L'enclave du Cabinda et l'Angola, situation régionale et mouvements indépendantistes*, Service de la documentation, 17 décembre, 21 p.

Articles

- KROTT Rob (1997) : *Have gun will travel, a low life paid mercenary*, The World of Chevron, 14 p.
- MABEKO-TALI Jean-Michel (2001) : « La question de Cabinda, séparatismes éclatés, habiletés luandaïses et conflits en Afrique centrale », *Lusotopie*, pp. 49-62.